

Vladimír ŠPIDLA

Membre de la Commission européenne chargé de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances

~~Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort~~

Conférence "Equipped for CSR"

Bruxelles, le 4 December 2008

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de participer à cet événement car il représente une étape importante pour la stratégie de responsabilité sociale des entreprises que mon collègue Günther Verheugen et moi-même avons lancée en mars 2006.

(1 Actualité de la RSE et pertinence de la démarche de l'Alliance)

Dans le contexte actuel de crise, la Commission élabore des réponses concrètes: avec sa communication du 26 novembre, elle dessine un cadre européen d'action face à la crise financière:

- Rendre nos instruments plus efficaces au service de l'équité sociale et de l'efficacité environnementale;

- mieux anticiper les risques en améliorant la régulation de l'économie et de la finance mondiales.

Tels sont les défis de l'Union européenne aujourd'hui. Ces défis sont aussi ceux des entreprises.

Dans ce contexte, la présentation des résultats des quelque vingt laboratoires sur la RSE lancés par l'Alliance européenne fin 2006 est particulièrement pertinente.

Laissez-moi en rappeler très brièvement l'histoire.

En 2006, la Commission avait donné un nouvel élan à la RSE, au lendemain de la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne.

Il s'agissait de rendre plus actif le partenariat public-privé au niveau européen. Le lien établi par la communication de mars entre RSE et croissance durable n'était pas nouveau, mais il a été politiquement réaffirmé : nous avons en effet passé un contrat de confiance avec les acteurs économiques pour qu'ils développent leur potentiel.

Le Parlement européen a d'ailleurs soutenu cette approche, en fixant à l'Alliance, dans sa résolution de mars 2007, une clause de rendez-vous en 2008.

C'est ce rendez-vous que l'Alliance honore aujourd'hui avec la première présentation d'ensemble de ses résultats. Ces résultats ne sont pas forcément définitifs, mais la conférence d'aujourd'hui nous donne pour la première fois une vision d'ensemble des travaux conduits depuis près de deux ans.

Mes collègues, en particulier Günther Verheugen et Louis Michel, et moi-même avons eu l'occasion de suivre les progrès de plusieurs laboratoires au cours de ces deux dernières années.

Je citerai à titre d'exemple, parce qu'ils touchent des sujets fondamentaux pour moi en tant que Commissaire à l'emploi:

- le laboratoire sur l'amélioration des conditions de travail dans la chaîne de sous-traitance, qui répond à notre objectif de garantir un travail décent pour tous,

- mais aussi celui consacré à de nouvelles compétences pour de nouveaux emplois, qui s'inscrit directement dans l'initiative de la Commission du même nom.

Il est clair que nos objectifs doivent être partagés par l'ensemble des acteurs, faute de quoi nos priorités politiques resteront lettre morte.

Je ne ferai pas l'inventaire de la dizaine de thèmes qui ont été sélectionnés par l'Alliance en 2006, thèmes qui découlent des priorités politiques de la communication de mars 2006.

Ces travaux ont permis de mettre en évidence les bonnes pratiques et de proposer les outils opérationnels dont nous avons aujourd'hui cruellement besoin : dans un contexte économique difficile, le partage de ces outils se révèle vital pour la RSE ; pour survivre, la RSE doit démontrer son efficacité économique.

Je tiens à citer en particulier les travaux menés sur le thème de la lutte contre la pauvreté au niveau mondial, de même que les travaux sur l'évaluation des performances extra-financières, qui concernent le sujet essentiel de la transparence.

Les actions menées pour la promotion de la diversité, le laboratoire sur le changement démographique, celui sur le recrutement et la gestion éthique des travailleurs migrants, celui sur l'inclusion financière ou encore sur le bien-être au travail méritent eux aussi d'être cités, car ils répondent tout particulièrement à mes priorités politiques.

Si la conférence d'aujourd'hui permettra de partager les résultats, il conviendra ensuite de les diffuser.

Car il reste, pour la stratégie européenne de RSE, certains défis à relever.

(2. Les défis à venir)

L'agenda social renouvelé adopté en juillet souligne que l'Europe doit être active face aux défis actuels: démographie, changement climatique et énergie, migrations, internationalisation de l'emploi et bouleversement de la division internationale du travail.

La RSE figure parmi les objectifs de ce nouvel agenda social. La Commission s'engage aussi à poursuivre le dialogue entre tous les acteurs sur ce thème.

Poursuivre le dialogue : c'est en effet notre premier défi.

Pour aller de l'avant, il faut dégager des consensus au niveau européen. Nous allons réunir en février 2009 le forum européen pluripartite. Nous avons demandé à tous les acteurs d'y présenter le bilan de leurs initiatives depuis 2006.

Il s'agit des initiatives des entreprises, à travers l'Alliance notamment, des partenaires sociaux, des ONG, mais aussi des représentants du monde universitaire et des investisseurs, qui font partie du Forum européen pluripartite depuis 2007.

La Commission et les Etats membres contribueront aussi à ce bilan. Ce Forum contribuera à mieux faire connaître et partager la richesse de l'action européenne en matière de RSE.

La RSE est un élément central du modèle social européen. La RSE est un sujet qui prend sans cesse de l'ampleur tout en s'approfondissant. La façon dont la Présidence française a abordé le sujet illustre bien cette évolution : six conférences ont été organisées sur ce thème, décliné en divers volets: environnement, travail et emploi, inclusion financière, développement et investissement socialement responsable.

Cette dernière conférence, qui a été clôturée par MM. Barroso et Sarkozy, a développé l'idée que, dans le contexte de crise actuelle, les relations entre la finance, l'économie et la société doivent connaître de nouvelles règles du jeu, l'investissement socialement responsable étant un levier du développement durable.

Garder la vision d'ensemble et avancer techniquement est un défi pour l'avenir. Les laboratoires nous apparaissent comme un bon outil pour le relever. La poursuite d'une bonne coordination est donc essentielle sur ce point.

Mais sur quels thèmes devons-nous mettre l'accent ?

Pour nous, les thèmes majeurs resteront la promotion de la diversité, l'accès de tous à l'emploi, le travail décent ; ce sont les priorités que nous avons identifiées en 2006.

J'ajouterai que la question de l'intégration des migrants dans l'emploi et celle de l'inclusion financière, qui implique la responsabilité du secteur bancaire sont essentielles.

La première est liée à l'évolution démographique et aux tendances migratoires. Les dernières statistiques d'Eurostat font ressortir qu'en 2006, trois millions cinq cent mille personnes se sont installées dans un pays européen. Parmi celles-ci, un million huit n'étaient pas ressortissantes de l'Union européenne.

Le thème de l'inclusion financière, quant à lui, implique la participation du secteur bancaire. La crise tend à aggraver les inégalités et à toucher en premier lieu les populations les plus fragiles, les moins qualifiées et en marge du marché du travail. L'accès au crédit est un facteur essentiel de développement local, en faveur duquel la Commission multiplie les actions.

Notre dernier défi est celui de la dimension mondiale de la RSE: défense du travail décent pour tous, lutte contre l'économie informelle, qui prive de protection sociale la moitié de la population de notre planète.

Il appartient à l'UE de faire partager, par les grands pays émergents, les pratiques des entreprises européennes. Pour cela, il existe plusieurs modes d'action :

- l'action que vous menez en tant qu'entreprises présentes dans divers pays du monde.

- l'action que nous menons : en effet, la RSE fait de plus en plus partie de notre dialogue et coopération politique avec, en particulier, la Chine, l'Inde, l'Amérique latine et les Caraïbes. Je rappellerai aussi que l'emploi, la cohésion sociale, la gouvernance et le travail décent font partie du Consensus européen de décembre depuis deux mille cinq (2005).

Enfin, j'ajouterai qu'il importe que l'Union européenne participe activement aux processus de régulation en cours dans le domaine de la RSE au niveau mondial.

Ainsi, les 27 Etats membres ont soutenu la reconduction en juin 2008 du Représentant spécial des Nations Unies sur la création d'un cadre d'ensemble pour les droits de l'homme et les entreprises multinationales. Par ailleurs, la Commission et les Etats membres participent au processus ISO 26000, qui prépare un instrument optionnel sur la RSE au niveau mondial.

Il est à mon avis nécessaire que tous les acteurs représentatifs au niveau européen s'impliquent dans ce processus, qui débouchera sans doute sur des lignes directrices d'ici 2010. C'est un lieu de négociation pluripartite mondial, dans lequel nous avons tous intérêt à défendre et faire partager l'approche et les valeurs européennes en matière de RSE.

Mesdames et Messieurs,

Vos résultats sont le fruit d'une réflexion et d'une approche partagée. Mais n'oublions pas que le concept de RSE ne pourra être universel que s'il est perçu comme un outil au service de la compétitivité de toutes les régions du monde.

Je vous remercie de votre attention.

